

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Groupe Scolaire OVALIE-école maternelle Olympe de Gouges Protocole d'accord transactionnel suite à des dégâts des eaux

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de la construction du groupe scolaire Ovalie, sis rue de Bugarel à Montpellier, en 2009 par la Ville de MONTPELLIER, les entreprises DUMEZ (lot 1 gros œuvre), TECHNICFER (lot 5 métallerie), ISOPALFOND (lot 7 et 8 cloisons – doublage et faux plafond), et Sonzogni (lot 3 Menuiseries extérieures) se sont vu confier la réalisation des prestations du clos et du couvert. La maîtrise d'œuvre était confiée à l'architecte Yvan PEYTAVIN. Le contrôle technique de la construction était confié à Dekra industrial SAS.

Dans le cadre des travaux qui leurs ont été confiés, les sociétés devaient réaliser l'étanchéité des terrasses et des façades du bâtiment y compris les travaux annexes nécessaires à la finition des ouvrages.

Dès 2009, des infiltrations d'eau ont été constatées en façade et en terrasse. La Ville a informé régulièrement l'ensemble des intervenants de ces problèmes. Mais ces sinistres n'ont pas pu être réparés pendant la phase 2 (aménagement intérieur de l'élémentaire) de l'opération réalisée fin 2010 début 2011.

Devant, la complexité des origines des infiltrations d'eau et l'absence de mise en œuvre de solution la Ville de MONTPELLIER, maître d'ouvrage, a souhaité préserver ses droits et a saisi le Tribunal administratif pour que soit instaurée une mesure d'expertise judiciaire afin de déterminer l'origine des désordres ainsi que les responsabilités.

Par ordonnance du 21 septembre 2011, le Tribunal Administratif de Montpellier a fait droit à la demande de la Ville et a désigné Monsieur Girard en qualités d'expert judiciaire.

Les travaux de reprise des désordres ont été réalisés gracieusement par les entreprises en juillet 2012 conformément aux préconisations de l'expert.

Monsieur GIRARD a déposé son rapport d'expertise le 13 décembre 2012.

Les parties ont accepté les conclusions de l'expert judiciaire quant à la répartition des responsabilités et des frais ainsi qu' au principe de reprise des désordres.

Afin de clore cette affaire, un protocole d'accord transactionnel a été proposé aux différents intervenants mentionnés dans le rapport. Il est mis à leur charge les frais liés à l'expertise ainsi qu'une participation pour les honoraires d'avocats supportés par la commune, pour un montant total de 8 358,40 €.

La commune fera son affaire de l'exécution dudit protocole par l'émission des titres de recette à l'encontre des différents intervenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

-d'approuver le protocole d'accord transactionnel « Commune de MONTPELLIER, EURL YVAN PEYTAVIN, SARL PIERRE SONZONI, SAS DUMÉZ SUD, SARL ISO PLAFOND, DEKRA INDUSTRIAL SAS et SARL TECNIFER », joint en annexe.

-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ce protocole d'accord et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013